

PRÉFET DU RHÔNE

Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement
de Rhône-Alpes

Unité Territoriale Rhône-Saône

Villeurbanne, le 4 mars 2014

Affaire suivie par : Pascal RESTELLI
Cellule « Risques chroniques » et Territoriale
Téléphone : 04 72 44 12 24
Télécopie : 04 72 44 12 57
Courriel : pascal.restelli@developpement-durable.gouv.fr
Référence : UTRS-CS-14-G4223A2-PR0403

<u>Objet :</u>	Avis sur l'implantation supplémentaire d'un captage d'eaux souterraines sur le périmètre ICPE de l'Unité de Traitement et de Valorisation Énergétique des Déchets Urbains de Lyon-Sud (UTVE)
<u>Référence :</u>	Transmission DDPP du 5 février 2014

DÉPARTEMENT DU RHONE
UNITÉ DE TRAITEMENT ET DE VALORISATION ÉNERGÉTIQUE DES DÉCHETS
URBAINS DE LYON-SUD (UTVE)
Rapport de l'inspecteur de l'environnement

Adresse de l'établissement : UNITÉ DE TRAITEMENT ET DE
VALORISATION ÉNERGÉTIQUE DES
DÉCHETS URBAINS DE LYON SUD (UTVE)
7 Rue de Dôle – Port Édouard Herriot
69007 – LYON

Activité principale de l'établissement : Incinération d'ordures ménagères

Code S3IC de l'établissement : 61.4223

PRIORITÉ DREAL : P1

Copies à : REMIPP
CHRONO
C4SD/D

I Présentation de l'exploitation

Par transmission du 5 février 2014, la Direction Départementale de la Protection des Populations du Rhône (DDPP) nous a transmis, pour avis, un dossier du 30 janvier 2014 que lui a fait parvenir la Direction de la Propreté du Grand Lyon relative à la réalisation de forages sur le périmètre ICPE (Installations Classées pour la Protection de l'Environnement) de l'Unité de Traitement et de Valorisation Énergétique des ordures ménagères et assimilés, implantée au Port Édouard Herriot dans le 7ème arrondissement de Lyon.

Le site est connu au titre de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement et bénéficie actuellement d'un arrêté préfectoral d'autorisation du 27 octobre 2004, modifié par l'arrêté préfectoral complémentaire du 3 août 2012, pour notamment des activités de traitement thermique de déchets non dangereux visées par la rubrique n° 2771 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

II Présentation de la demande

Dans son dossier du 30 janvier 2014 transmis à la DDPP conformément à l'article R. 512-33 du code de l'environnement, le Grand Lyon précise qu'il envisage de créer sur le site ICPE susvisé deux piézomètres et un puits de captage d'eau afin de sécuriser l'approvisionnement en eau de process.

Il est également précisé dans ce dossier que la création d'un sixième forage est nécessaire afin de disposer d'une quantité d'eau suffisante permettant le refroidissement des installations de valorisation énergétique de l'incinérateur.

L'usine d'incinération disposait en 1992 de 8 forages d'exploitation dont 3 devenus inexploitable ont dû être abandonnés. Actuellement les 5 forages encore en activité ne permettent pas de dépasser un débit instantané de 1000 m³/h.

III Avis de l'inspection des installations classées

Le point 4.2.1, "Prélèvements", de l'arrêté préfectoral du 27 octobre 2004 précise que les points et conditions de prélèvement des eaux du réseau eau potable et dans le milieu naturel, hors réseau incendie, sont précisés en annexe 4 de cet arrêté. Le point 1 de cette annexe précise notamment que les prélèvements d'eaux souterraines destinées au refroidissement sont limitées à 8 500 000 m³/an pour un débit instantané limité à 1200 m³/h.

L'exploitant s'engage dans son courrier à rester sous le seuil de 1200 m³/h fixé dans l'arrêté préfectoral d'autorisation, seuil qu'il n'atteint pas à ce jour.

Les prélèvements dans les eaux souterraines ont été respectivement de 6 653 291 m³ en 2010, 6 970 043 m³ en 2011 et 7 145 643 m³ en 2012, la quantité prélevée pour 2013 ne nous ayant pas encore été communiquée.

IV Conclusion – Proposition

Compte tenu que le débit instantané fixé par l'arrêté préfectoral d'autorisation du 27 octobre 2004 modifié sera respecté et que les prélèvements annuels dans les eaux souterraines ont été inférieurs à celui maximum fixée dans l'arrêté d'autorisation nous proposons à monsieur le préfet du Rhône d'informer l'exploitant que sa demande de modification relative à la création d'un captage d'eaux souterraines supplémentaire et à la réalisation de deux nouveaux piézomètres de contrôle ne constitue pas une modification substantielle au titre de l'article R. 512-33 du code de l'environnement et peut être mise en oeuvre sans prescriptions réglementaires supplémentaires.

L'inspecteur de l'environnement



Pascal RESTELLI

Vu, approuvé et transmis à monsieur le préfet du

Rhône

Lyon, le 7 Avril 2014

Pour le directeur et par délégation,

Le chef de l'unité Prévention des Pollutions, Santé, Environnement

Y M VASSEUR

